

Le pétrole achève une semaine éprouvante

LE JOUR

D'ALGERIE

Pétrole, numérisation et coronavirus à l'ordre du jour
Tebboune préside aujourd'hui un Conseil des ministres

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 5037 - Dimanche 22 mars 2020 - Prix : 10 DA

Regards

Obligation d'investir dans la crise

Requiem pour l'Algérie d'hier

De part et d'autre de la Méditerranée

Par Mohamed Habili

Maintenant qu'à la fois la Tunisie et le Maroc ont opté pour le confinement total, encore que ce soit sous des appellations différentes (confinement pour la première et état d'urgence sanitaire pour le second), il y a tout lieu de penser que l'Algérie ne tardera pas à faire de même, peut-être même avant que les mesures les plus récentes ne soient effectives. Ce qui témoigne une fois de plus de la rapidité à laquelle se succèdent les événements liés à l'épidémie. On ne peut exclure que ce soit le taux de mortalité algérien, pour l'heure inexplicablement le plus élevé au monde, étant de 12 %, qui ait déterminé nos voisins les plus proches à se mettre au diapason de la France, de l'Italie et de l'Espagne, par lesquels le Covid-19 est entré dans le Maghreb. Pour autant, le plus inquiétant n'est pas notre nombre de décès, qui malgré tout reste relativement faible, mais celui de l'Italie, désormais supérieur à celui de la Chine. Toujours est-il que le pourtour méditerranéen enregistre dès à présent deux records, celui de l'Italie pour le nombre de décès, et celui de l'Algérie pour le taux de mortalité. La question qui se pose est bien sûr de savoir si les deux sont liés. Elle se pose d'autant plus que le taux de mortalité en Italie est le deuxième après celui de l'Algérie. Même en France et en Espagne la tendance est à son augmentation. On serait tenté de s'expliquer ce fait par le nombre fortement croissant lui aussi du nombre des contaminations quotidiennes dans ces deux pays, en plus de l'Italie.

Suite en page 3

Décidées jeudi par le Président Tebboune

Entrée en vigueur des mesures contre le coronavirus



PH.E. Soraya/J. A.

Suspension de tous les moyens de transport en commun et du trafic ferroviaire, démobilitation de 50 % des fonctionnaires, fermeture des cafés et restaurants... Les mesures prises par le chef de l'Etat pour faire face à la propagation du coronavirus sont entrées en vigueur aujourd'hui. Lire page 2

Parcs, forêts, jardins et centres de loisirs fermés

Comment nos écoliers passent-ils leurs vacances de printemps ?

Suite à la fermeture des établissements culturels

L'Internet, une solution de choix

Décidées jeudi par le Président Tebboune

Entrée en vigueur des mesures contre le coronavirus

■ Suspension de tous les moyens de transport en commun et du trafic ferroviaire, démobilité de 50 % des fonctionnaires, fermeture des cafés et restaurants... Les mesures prises par le chef de l'Etat pour faire face à la propagation du coronavirus sont entrées en vigueur aujourd'hui.

Par Louiza Ait Ramdane

Cette série de mesures, dont l'isolement des cas confirmés ou suspects, s'étalera jusqu'au 4 avril et sera soit levée, soit prolongée en fonction des nouvelles données et l'évolution de la situation.

Afin de mieux maîtriser la situation, le président de la République a, en effet, décidé la suspension de tous les moyens de transport en commun publics et privés, à l'intérieur des villes et inter-wilayas, ainsi que le trafic ferroviaire, la démobilité de 50 % des employés et le maintien des employés des services vitaux nécessaires, avec maintien des salaires et la démobilité des femmes travailleuses ayant des enfants en bas âge. Un décret devra être promulgué par le Premier ministre pour définir les catégories concernées par la démobilité. Le Président Tebboune a également ordonné la fermeture des cafés et restaurants dans les grandes villes.

Autre décision prise par le président de la République pour freiner la propagation de ce virus, est de doter l'actuelle commission de vigilance et de suivi au ministère de la Santé, d'un comité scientifique de suivi de l'évolution de cette pandémie.

Pétrole, numérisation et coronavirus à l'ordre du jour Tebboune préside aujourd'hui un Conseil des ministres

LE PRÉSIDENT de la République, Abdelmadjid Tebboune présidera dimanche une réunion du Conseil des ministres, a indiqué samedi la Présidence de la République dans un communiqué. Parmi les points inscrits à l'ordre du jour de cette réunion, figurent «l'examen et l'adoption d'exposés sur les perspectives des marchés pétroliers internationaux et le plan d'action portant numérisation de l'administration», précise la même source. Au cours cette réunion, le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière présentera un exposé sur l'évolution de la pandémie du coronavirus dans le pays et l'évaluation des mesures prises pour limiter sa propagation, a conclu le communiqué.

R. N



Ph.E. Soraya J. A.

Ce comité, dont le porte-parole officiel nommé par le Président Tebboune est l'épidémiologiste P' Djamel Fourar, directeur général de la prévention au ministère de la Santé, sera composé d'éminents médecins spécialistes à travers tout le territoire national sous la supervision du ministre de la Santé, et dont la tâche consistera à suivre l'évolution de la pandémie et à en informer l'opinion publique quotidiennement et de manière régulière.

Le chef de l'Etat a pris auparavant une série de mesures pour empêcher la propagation à plus grande échelle de l'épidémie de coronavirus. Ecoles et les mosquées fermées ainsi que beaucoup de types de commerces, liaisons aériennes suspendues, marches et rassemblements interdits.

Production doublée en produits d'assainissement et de désinfection

Avec la propagation du coronavirus en Algérie, le secteur de production des produits d'assainissement, de désinfection et d'hygiène corporelle enregistre une activité particulière ces derniers jours, plusieurs entreprises des secteurs public et privé ayant doublé leurs capacités de production. Ainsi, plusieurs entreprises publiques et privées ont entamé les mesures administratives pour l'obtention du permis leur permettant de doubler la production, introduire de nouveaux produits dans leurs gammes et demander des quotas supplémentaires pour les intrants nécessaires à la production. Dans ce cadre, le directeur général par intérim à la Direction générale de la gestion du secteur public marchand au ministère de l'Industrie et des Mines, Hocine Bendif, a expliqué que le secteur public spécialisé dans la

production des produits désinfectants et produits d'hygiène corporelle comprend l'Entreprise nationale des détergents et produits d'entretien (Enad), via sa filiale Shymeca-Algérie, le groupe d'industrie pharmaceutique Saïdal ainsi que l'Entreprise de fabrication des produits parpharmaceutiques et d'hygiène corporelle (Socothyd).

Par ailleurs, la même source indique que des enquêtes ont été lancées en vue de déterminer les causes à l'origine de la spéculation sur ces produits, affirmant qu'une réunion d'urgence est prévue cette semaine pour examiner cette question. En outre, d'autres entreprises changent d'activité pour répondre à la demande. Le secrétaire général de la Confédération générale des entreprises algériennes (Cgea), Mahfoud Megateli, indique que plusieurs entreprises offrent actuellement le produit à titre gracieux au profit des établissements et des centres sanitaires, à l'instar des bavettes, des tabliers stérilisés à usage unique et autres. Evoquant le déficit de production, le même responsable a fait savoir que ce problème n'est pas dû au recul de l'importation des matières essentielles, mais porte essentiellement sur la lenteur des procédures de financement par les banques. Selon Megateli, les adhérents à la Cgea ont convenu de changer l'activité de certaines entreprises activant dans la production des produits de beauté à la production des stérilisants, des détergents et des savons, à même de répondre à la demande croissante.

50 millions de masques médicaux seront disponibles assez rapidement

Les disponibilités des masques médicaux devront

atteindre 50 millions d'unités assez rapidement, grâce à la production localement de 11 millions d'unités et à l'importation en cours de 15 millions d'unités, en plus des stocks initiaux, estimés à 45 millions d'unités mais dont une bonne partie a été déjà distribuée depuis le début de propagation du coronavirus, a indiqué le ministre délégué chargé de l'Industrie pharmaceutique, Lotfi Benbahmed. Il a fait savoir que la production nationale de ces masques pourrait être augmentée à 500 000 unités/jour pour répondre aux besoins en la matière. «Sur les 11 millions d'unités produites, 7 ou 8 millions sont réparties sur les hôpitaux et près de 2 millions se trouvent au niveau de la Pharmacie centrale des hôpitaux (PCH)», a-t-il détaillé. Selon le ministre, l'Algérie possède quatre producteurs de masques médicaux ainsi qu'une douzaine de fabricants de solutions hydro-alcooliques publics et privés. Concernant les masques médicaux, M. Benbahmed a fait savoir que ceux-ci avaient commencé à être exportés illégalement dès l'apparition du coronavirus en Chine, ce qui a nécessité l'intervention des pouvoirs publics pour faire cesser les réseaux illégaux d'export de ce produit. Cependant les producteurs de masques médicaux faisaient face à une problématique quant à la disponibilité de la matière première. Ces masques sont en effet composés de feuilles de papier au milieu desquels il y a un filtre, le «Melt blown». «Nous sommes actuellement en train d'aider ces opérateurs avec des pays amis de l'Algérie pour se procurer rapidement cette matière première», a affirmé M. Benbahmed.

Par ailleurs, et dans l'optique d'une utilisation raisonnable de ces masques, le ministre délégué a indiqué qu'il a été demandé aux services hospitaliers du

pays de rationaliser l'usage de ces masques qui seront orientés vers les hôpitaux où il y aura des foyers épidémiques. «Nous avons fait une note aux personnels de santé et aux pharmacies hospitalières pour ne délivrer ces masques que par des quotas aux professionnels de la santé qui sont en contact avec les malades», a-t-il confié, assurant que les stocks de ce produit détenus par l'Algérie «suffisent largement face au rythme actuel de propagation du coronavirus». Cependant, M. Benbahmed a souligné l'intérêt de «ne pas gâcher ce stock de masques», estimant nécessaire de les utiliser de manière rationnelle, sachant qu'ils ne sont pas destinés à protéger les personnes qui les portent, a-t-il expliqué. Selon lui, les citoyens ne doivent utiliser les masques que s'ils contractent des signes de rhume, une fièvre modérée ou un petit mal de gorge pour ne pas transmettre de virus à d'autres personnes.

Le ministre délégué a en outre fait savoir que des quotas d'importation d'alcool destiné aux fabricants locaux de gels hydro-alcooliques sont en train d'être débloqués pour permettre de hisser la fabrication de ces produits entrant dans le cadre de la lutte contre la propagation du coronavirus. Le ministère des Finances est en train de débloquer actuellement des quotas d'alcool au profit des fabricants locaux de ces produits afin de leur permettre de hisser leur rythme de production, ajoute-t-il.

Sept vols pour le rapatriement des Algériens à partir de Tunis, Istanbul, Moscou et Vienne

La compagnie nationale Air Algérie a prévu hier sept vols pour le rapatriement des ressortissants algériens à partir de la Tunisie, la Turquie, la Russie et l'Autriche, indique la compagnie. Il s'agit de deux vols sur Tunis, quatre sur Istanbul et un vol sur Moscou et sur Vienne, a précisé la même source. Le ministère de l'Intérieur avait annoncé, jeudi, qu'un plan pour le rapatriement vers l'Algérie de 2 278 ressortissants algériens bloqués dans des aéroports à l'étranger a été élaboré. Les Algériens à rapatrier vers l'Algérie via 9 vols, seront orientés vers des centres de mise en quarantaine pour leur prise en charge sanitaire conformément aux procédures en vigueur, a précisé la même source. Air Algérie avait dépêché mercredi et jeudi passés quatre vols pour rapatrier les ressortissants algériens du Caire, de Paris et de Casablanca. L. A. R.

Regards

Obligation d'investir dans la crise

Requiem pour l'Algérie d'hier

■ De la stratégie au temps du Covid-19. Aujourd'hui, deux défis nous interpellent à double échelle, l'un sanitaire, l'autre économique. En plein combat contre le Covid-19, nous devons aussi réfléchir à l'après-crise du fait que rien ne sera comme avant sur le plan individuel et communautaire.

Par Mourad Hadjersi

A l'échelle de la personne, l'être humain découvre, tout d'un coup, combien le «simple», l'anodin, devient si «important» aujourd'hui. Notre confinement nous a coupés les ponts avec le monde existant derrière la porte de notre maison, et subitement, on redécouvre notre monde, réel monde, l'important, notre foyer, notre famille, nos proches...

En effet, rien ne sera comme avant. Nous allons réapprendre à apprécier une discussion, aussi banale soit-elle, autour d'une tasse de thé avec nos proches sans se soucier de ce qui se passe au-dessous de notre fenêtre. Nous allons réapprendre à apprécier un plat de nourriture juste parce que nous avons assisté à sa cuisson en ingurgitant un café chaud, entre deux blagues racontées en famille. Nous allons, peut-être, et enfin ouvrir et feuilletter un livre acheté, il y a une dizaine d'années, avec notre compagnon et que nous avons oublié quelque part sur un étalage. Nous allons nous rappeler que nous savions dessiner durant notre jeunesse, et peut-être qu'il serait temps de reprendre cette passion enfouie et enterrée trop tôt.

Le confinement va nous apprendre à utiliser la technologie, l'Internet à bon escient, chercher des informations utiles, échanger nos connaissances, et peut-être sauver des vies juste par un conseil judicieux en un moment fatidique. Le Covid-19 va nous obliger à aimer le soleil et ne rêver que d'une bouffée d'air frais et surtout vouloir vivre, tout simplement.

C'est pour dire, qu'à l'avenir, nous devrions savoir capitaliser



PH. D. R.

tous ces changements et des centaines d'autres, pour un meilleur comportement dans nos rapports humains de tous les jours, et une consolidation de nos valeurs citoyennes envers nos compatriotes et notre pays. A nous de savoir réviser notre mode de vie, notre façon de voir la Vie.

«The day after»

Même constat, même remise en cause à l'échelle d'une nation. Notre pays devrait profiter de cette crise, tout en espérant sortir avec le plus léger bilan possible, en termes de pertes en vies humaines, en révisant les fondements mêmes de son mode de fonctionnement. Au moment où notre corps médical, nos services d'ordre, nos différents ministères sont impliqués directement dans la lutte contre tout fléau, à un certain niveau, il serait judicieux d'anticiper, de réfléchir et d'imaginer comment

transformer cette épreuve en un ressort capable de nous lancer dans le monde de demain avec les meilleures dispositions possibles, nous mettre en bonne place et éviter de nous trouver sur la chausnée, en marge de l'Histoire, parce qu'un tas de pays le seront. C'est le chaudron de Stalingrad, durant la dernière Guerre mondiale qui a fait l'Union soviétique d'hier et la Russie d'aujourd'hui, ce sont des décennies de Guerre froide et la division du pays durant des décennies qui ont fait l'Allemagne d'aujourd'hui, c'est la crise de Tien'anmen qui a fait tomber des dogmes et sorti la Chine de son immobilisme et en faire l'ogre du 21^e siècle, et les exemples sont légions.

C'est dans ce contexte et cet esprit que nous devrions, d'ores et déjà, et en pleine épreuve, considérer les malheurs d'aujourd'hui comme une rampe de lancement d'un lendemain meilleur qui exigera un renforce-

ment du front intérieur, une réorganisation de notre position à l'échelle régionale et une révision dans nos rapports internationaux. Nous devrions ne compter que sur notre propre potentiel en ressources humaines et diversifier nos richesses, mais surtout savoir galvaniser tout un peuple autour d'un projet national en faisant participer le citoyen dans la gestion des affaires publiques quotidiennes. Le Monde va changer, et nous sommes condamnés à changer dans la même perspective, c'est une question de vie ou de mort, de toute une nation. Le travail pour la communauté, pour la Patrie deviendrait une doctrine, une religion. Il y a un mois, le président américain Donald Trump avait déclaré au monde : «Si vous voulez la démocratie, préservez votre souveraineté. L'avenir n'appartient pas aux mondialistes, l'avenir appartient aux patriotes». C'est tout le sens de nos propos. **M. H.**

Parcs, forêts, jardins et centres de loisirs fermés

Comment nos écoliers passent-ils leurs vacances de printemps ?

Afin d'éviter la propagation du coronavirus en Algérie, il a été décidé la fermeture des écoles en premier lieu, puis les parcs, forêts et jardins publics, chose qui a chamboulé le programme des parents et des élèves habitués à passer leurs vacances de printemps au niveau de ces espaces. Dans certains quartiers, les rues sont vides, dans d'autres, certains parents inconscients du danger de leur geste laissent leurs enfants jouer et se mélanger avec les autres enfants. Ils disent qu'ils n'ont pas le choix, car leurs enfants commencent déjà à s'ennuyer à ne rien faire. La maman d'un garçon de sept ans, scolarisé à Bab El Oued, affirme qu'*«il a déjà passé une semaine à la maison et aujourd'hui il a demandé à sortir jouer avec les autres et je n'ai pas pu refuser»*. Questionnée sur le

danger qu'il risque en se mélangeant aux autres enfants de son quartier, cette dernière nous dira : *«Je lui ai demandé de ne pas approcher les autres enfants et de se laver les mains en rentrant à la maison»*. Mais est-ce suffisant ? Une autre maman de trois enfants, Salim âgé de 13 ans, Maroua 9 ans et Assim de 6 ans, s'organise pour créer des jeux et des activités afin de les occuper à la maison. *«Depuis la fermeture des écoles le 12 mars, je ne les laisse pas sortir car j'ai peur qu'ils se fassent contaminer par les autres enfants de la cité. J'ai donc préparé tout un programme pour les occuper et afin qu'ils ne s'ennuient pas. Par exemple, je les laisse regarder des dessins animés, jouer aux devinettes, jouer au foot avec un ballon en coton pour ne pas déranger les voisins du dessous. Parfois, je leur fais la dic-*

tée, l'après-midi je leur télécharge des films pour enfants et le soir je les laisse jouer aux jeux vidéo...». Cette dernière ajoutera qu'il n'est pas normal que des parents laissent encore leurs enfants sortir jouer, malgré tous les appels à la prévention à rester chez eux, indiquant que *«l'Etat a ordonné la fermeture de tous les lieux de rassemblement pour minimiser le contact physique avec les autres, mais malheureusement certains parents irresponsables laissent encore leur enfants sortir et jouer au foot. Vraiment, je ne trouve pas d'explication à cela !»*. En effet, depuis un moment, les différents syndicats, ministères et personnalités publiques ne cessent de lancer des appels aux citoyens pour rester chez eux. De son côté, le gouvernement a très vite réagi pour éviter la propagation du coronavirus en

Algérie, en ordonnant la fermeture des écoles primaires, moyennes et secondaires, les universités, les instituts de formation professionnelle dès le 12 mars. Cette décision a été prise après la consultation des ministres concernés. Les crèches, les écoles coraniques, les écoles privées et les zaouias, sont aussi concernées. Il a été décidé également la fermeture des parcs, forêts et jardins publics et même certains centres commerciaux comme Ardis. Le Jardin d'Essai d'El Hamma (Alger) a été le premier à annoncer sa fermeture au public dès le 16 mars, suivi de près par les forêts de Bouchaoui et de Bainem. Le complexe des Sablettes a également été touché par cette décision. Côté loisirs, le Centre commercial et de loisirs de Bab Ezzouar ainsi que le Centre commercial Es Senia

LA QUESTION DU JOUR

De part et d'autre de la Méditerranée

Suite de la page une

Ce serait néanmoins une erreur. Le nombre de décès n'augmenterait avec celui des cas confirmés que si les hôpitaux sont dans l'incapacité de faire face à l'afflux des malades. Cette situation ne se présente encore dans aucun de ces pays, et encore moins dans le Maghreb, où même en Algérie le nombre des malades est encore inférieur à 100. Certes, il se murmure ici et là, en France en particulier, qu'en Italie il se pratique déjà le tri des malades. Le fait est loin d'être établi cependant. Le cas italien, si l'on peut s'exprimer ainsi, pourrait bien s'avérer plus complexe que cela. Il pourrait tenir moins au système sanitaire italien, à son impréparation ou à sa dégradation par des années de politique d'austérité, qu'à la souche du virus en circulation, ou à quelque mutation non encore dépeçée. Entre les deux rives de la Méditerranée, il existe toutefois une importante différence, c'est la vitesse de propagation du virus, bien plus grande en Europe qu'au Maghreb, même en tenant compte du fait que cette propagation a commencé avec quelques jours de retard de ce côté-ci de la mer. La flambée des contaminations qui s'est emparée de la rive nord n'a pas encore pris sur la rive sud, bien que l'épidémie s'y soit déclarée il y aura bientôt un mois. Bien entendu, cette vitesse de propagation est en train de croître sur la rive sud, mais pas encore à une allure d'enfer. Elle devrait être plus grande qu'elle ne l'est effectivement. Peut-être que si le taux de mortalité est pour le moment plus élevé en Algérie qu'en Italie, c'est parce que le virus est plus mortel là où les contaminations sont moins nombreuses. Comme pour une raison quelconque il a du mal à passer d'une personne à l'autre, à se disséminer, il tendrait à se dédommager en envahissant plus avant ceux qu'il est parvenu à infecter. Les virus, a-t-on dit, sont facétieux. C'est-à-dire qu'à leur manière ils pensent.

M. H.

d'Oran avaient annoncé leur fermeture dès lundi 16 mars. Enfin, la basilique de Notre Dame d'Afrique a décidé de fermer ses portes aux visiteurs jusqu'à nouvel ordre.

Thininine Khouchi

Lutte contre la spéculation à Béjaïa

Des produits alimentaires et pharmaceutiques saisis

■ D'importantes quantités de produits alimentaires de première nécessité ont été saisis en fin de semaine dernière par les services de répression des fraudes de la Direction du commerce de la wilaya de Béjaïa.

Par Hocine Cherfa

Les produits saisis se composent de 250 quintaux de semoule, 2 376 boîtes de margarine. Ces

Ministère délégué chargé des Start-up

Une application mobile officielle développée pour combattre le coronavirus

UNE APPLICATION mobile officielle pour combattre et limiter la propagation du coronavirus en Algérie a été développée par le ministre délégué chargé des Start-up. Cette application, https://play.google.com/store/apps/details?id=com.covid19_algeria, fruit d'une collaboration avec le ministère de la Santé et l'incubateur privé incubme, permettra d'alerter les autorités locales au cas où une personne présente des symptômes du coronavirus, et cela leur permettra d'effectuer le dépistage sans que la personne ait à se déplacer pour éviter de contaminer d'autres personnes». Elle permettra aussi de «recevoir en temps réel des notifications au cas où une personne contaminée se trouve dans l'entourage». Dans une déclaration à la

Radio nationale, le ministre délégué chargé des Start-up, Yacine Oualid, avait indiqué jeudi dernier que «toutes les start-up algériennes sont mobilisées contre le coronavirus pour aider le gouvernement dans sa stratégie de lutte contre cette pandémie et aussi les citoyens pendant cette période difficile», citant, à l'occasion, les plateformes «engagées volontairement pour assurer un soutien scolaire en ligne gratuitement», telles que E-madrassa. Dans le cadre de la lutte contre la propagation du coronavirus, le site «Jumia», spécialisé dans le e-commerce, distribue bénévolement des solutions hydroalcooliques et Mag-assistance a mis, quant à lui, à disposition 10 ambulances médicalisées pour des prélèvements à domicile, avait rappelé le ministre. Il a également révélé que l'Algérie a sollicité Google pour lui fournir tout ce qui est en rapport avec la pandémie, soulignant qu'un budget a été alloué pour satisfaire cette demande. Par ailleurs, le ministre a rassuré que le retard accusé dans la généralisation du e-paiement «sera rattrapé dans les trois ou quatre prochains mois», ajoutant que le problème est plutôt «administratif que technique».

Sami T.



produits de première nécessité étaient destinés au circuit informel et à la spéculation, ce qui est contraire à la réglementation, a-t-on indiqué. Il s'agit de produits dont les prix sont soutenus par l'Etat et les commerçants doivent respecter les tarifs fixés. Les contrevenants seront présentés au tribunal une fois l'enquête terminée, a-t-on appris. «Il est strictement interdit de subordonner la vente d'un bien à l'achat d'une quantité imposée ou à l'achat concomitant d'un autre bien ou d'un service ainsi que de subordonner la prestation d'un service à celle d'un autre service ou à l'achat d'un bien», rappelle-t-on en direction des commerçants et pharmaciens de la wilaya de Béjaïa. Par ailleurs, une procé-

ture judiciaire a été enclenchée à l'encontre d'un pharmacien à Béjaïa qui a exigé à ses clients l'achat, en plus des solutions hydro-alcooliques, un lot de lingettes et crèmes cosmétiques. Des instructions ont été données à l'ensemble des responsables locaux pour intensifier le contrôle afin de mettre un terme à la spéculation sur les produits de pre-

mière nécessité, notamment ceux dont les prix sont soutenus par l'Etat. Des citoyens appellent au plafonnement des produits agricoles dont les prix ont triplé depuis quelques jours, notamment après les premières mesures décrétées pour contrer la propagation du coronavirus.

H. C.

Prévention contre le coronavirus à Tizi-Ouzou

Huit millions de DA pour la Protection civile

Une enveloppe de 8 millions de DA a été dégagée sur le budget de wilaya de Tizi-Ouzou pour l'acquisition de moyens de protection contre le coronavirus au profit du corps de la Protection civile, a-t-on appris hier du chargé de communication de la wilaya, Mokrane Aouiche. Le montant est destiné à l'acquisition de consommables de protection contre la Covid-19 tels que les blouses, bavettes, solu-

tions désinfectantes, afin que les équipes d'intervention de la Protection civile, qui sont exposées au risque de contamination, puissent bénéficier des mêmes moyens de prévention que celui du personnel hospitalier, a indiqué M. Aouiche. Une consultation a été lancée pour le choix des fournisseurs afin d'acheter le matériel dans les plus brefs délais, a-t-on ajouté de même source. De son

côté, la direction de la Protection civile, qui a déjà sensibilisé ses éléments sur la conduite à tenir afin de se protéger d'une éventuelle contamination au coronavirus, a renforcé, depuis l'apparition de la pandémie, les opérations de désinfection de tous les moyens d'intervention, a-t-on appris auprès du chargé de communication de ce corps constitué, le capitaine Kamel Bouchakour. Par

ailleurs, plusieurs unités de la Protection civile à l'instar de celles de Makouda, Iboudrarenne, les Ouacifs et autres, ont lancé, sur initiative des chefs d'unités, des opérations de désinfection dans leurs localités. Dans d'autres communes ils participent activement aux actions de nettoyage et de désinfection organisées par les comités de villages et le mouvement associatif.

Hakim N.

Coronavirus

Attribution de numéros de téléphone «courts libre appel»

L'Autorité de régulation de la poste et des communications électroniques (ARPCE) a fait part de sa disponibilité pour l'attribution de numéros de téléphone «courts libre appel» à titre gratuit afin de réduire les dépla-

cements des citoyens et, par la même occasion, freiner la propagation l'épidémie coronavirus, indique vendredi un communiqué de cet établissement public. «Dans le cadre des actions initiées par les pouvoirs publics

pour lutter contre l'épidémie du coronavirus (Covid-19), notamment la réduction des déplacements des citoyens, l'Autorité de régulation de la poste et des communications électroniques (ARPCE) informe les institutions

et organismes de l'Etat de sa disposition pour l'attribution de numéros courts libre appel gratuits, pour renforcer davantage les mesures prises en la matière», note la même source. La décision de l'ARPCE vient dans le sillage des mesures prises par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, jeudi, dont «la suspension de tous les moyens de transport en commun publics et privés à l'intérieur des villes et inter-wilayas ainsi que le trafic ferroviaire, la démobilité de 50 % des employés et le maintien des employés des services vitaux nécessaires, avec maintien des salaires et la démobilité des femmes travailleuses ayant des enfants en bas âge».

Fayka B.

MASCARA

Près de 12 000 litres de désinfectants saisis dans un atelier clandestin

DES PRODUITS désinfectants d'un volume total de 11 910 litres ont été saisis à l'intérieur d'un atelier clandestin à Mascara, a-t-on appris vendredi auprès de la cellule de communication de la Sûreté de wilaya. L'opération a été menée jeudi soir en collaboration avec les services de la direction du Commerce au niveau du quartier populaire «Baba Ali», donnant lieu à la découverte du local indiqué, dont le propriétaire activait sans autorisation de fabrication de produits de stérilisation et d'hygiène, a-t-on précisé de même source. Une partie du liquide saisi était déjà emballée dans des flacons en plastique, tandis que l'autre était stockée dans des citernes, a-t-on signalé, faisant le lien avec la forte demande exprimée par les citoyens pour les désinfectants en cette période de prévention contre le coronavirus. D'autres quantités de vinaigre blanc ayant servi à la fabrication de ces produits ont été également saisies dans le local, a-t-on ajouté, indiquant que son propriétaire sera traduit en justice. M. L.

Chute hebdomadaire de près de 30 %

Le pétrole achève une semaine éprouvante

■ Le coronavirus et la réduction de la demande qui en découle, ainsi que l'absence d'accord au sein de l'Opep+ et l'augmentation de la production par Riyad ont débouché sur une dégringolade historique des prix de l'or noir.

Par Meriem Benchaouia

Le pétrole achève une semaine éprouvante, qui l'aura vu encaisser certaines des pires dégringolades de son histoire, notamment mercredi où le WTI s'est effondré de 24 %. Sur la semaine, le Brent a chuté de plus de 20 %. Le pétrole new-yorkais a clôturé la semaine sur une nouvelle forte baisse vendredi, accusant des pertes hebdomadaires de près de 30 %, dans un marché déprimé par une demande en chute libre avec le coronavirus et une offre surabondante. Le baril de WTI pour livraison en avril, dont c'était le dernier jour de cotation à New York, a terminé à 22,53 dollars, accélérant sa chute en toute fin de séance. Il s'est replié d'environ 11 % ou 2,69 dollars par rapport à la clôture de jeudi. A Londres, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en mai, a reculé d'un peu plus de 5 %, ou 1,47 dollar, pour finir à 26,98 dollars. En cours de séance asiatique et en première moitié de séance européenne vendredi, les cours avaient pourtant été soutenus par des propos du président des États-Unis, Donald Trump, qui s'est dit la veille prêt à «agir en tant que médiateur pour atténuer la guerre de l'offre en pétrole entre l'Arabie saoudite et la Russie», a indiqué Naem Aslam, d'Avatrade. Mais ce bras de fer que se livrent Ryad et Moscou depuis l'échec de leurs négociations lors du dernier sommet de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole



(Opep) début mars à Vienne, a repris le dessus, au moment où la demande subit de plein fouet les effets de la pandémie de Covid-19 accompagnée de mesures drastiques prises par les États pour l'endiguer. «Nous ne sommes toujours pas optimistes sur un prochain accord de limitation de l'offre des membres de l'Opep+, mais la probabilité s'est améliorée cette semaine», a estimé Jasper Lawler, analyste de London Capital Group. De leur côté, les producteurs américains s'inquiètent de plus en plus d'un net manquement à gagner et de

l'impossibilité de rembourser leurs dettes avec un baril dont le coût est très nettement inférieur au niveau qui leur permettrait d'être rentables. Fait exceptionnel, plusieurs entreprises pétrolières du Texas, qui représente 40 % de la production des États-Unis, ont fait pression pour réduire les extractions de cet État afin d'enrayer la chute inexorable des prix. De telles limitations ne s'étaient pas produites depuis plus de 40 ans. «Je suis très préoccupé par l'impact de l'instabilité du marché mondial du pétrole sur l'économie du Texas, son

budget et les centaines de milliers de Texans qui comptent sur les industries pétrolière et gazière pour être payés», a indiqué vendredi dans un communiqué Wayne Christian, le patron de la Texas Railroad Commission, l'organisme de régulation de la production de pétrole dans cet État. «Quelques opérateurs ont suggéré que des quotas de pétrole pourraient être la solution. Bien que je sois ouvert à toutes les idées pour protéger le Miracle du Texas, en tant que conservateur et défenseur du libre-marché, j'ai plusieurs réserves sur cette

approche», a-t-il ajouté. M. Christian a expliqué qu'il n'était pas sûr que les autres pays ou même les autres États américains suivent le Texas s'il venait à baisser sa production. Il a également cité un manque de moyens pour mettre en œuvre une telle mesure. Le Département de l'Énergie américain (DOE) a par ailleurs fait une demande initiale de 30 millions de barils au Texas pour remplir les réserves stratégiques américaines, conformément à une annonce faite par Donald Trump vendredi dernier.

M. B.

Congrès américain

Les tractations calent sur le plan de relance économique

Les sénateurs américains ne sont pas parvenus vendredi à s'entendre sur un plan d'aide d'environ 1 000 milliards de dollars destiné à contrer l'impact économique du nouveau coronavirus. Les sénateurs républi-

cains espéraient un accord rapide avec les démocrates, avant vendredi soir, afin de soumettre la proposition de loi au vote du Sénat dès lundi. Le texte aurait été envoyé ensuite à la Chambre des représentants, avant d'être

soumis à la promulgation du président républicain Donald Trump. «J'ai demandé aux équipes des deux partis de parvenir à un accord d'ici ce soir», avait déclaré vendredi le leader républicain de la chambre haute

du Congrès, Mitch McConnell, à l'ouverture des tractations. Les mesures de relance, présentées jeudi par M. McConnell, comprennent des aides directes pour les Américains pouvant aller jusqu'à 1 200 dollars par adulte,

ainsi que 300 milliards pour les petites entreprises et 208 milliards pour les compagnies aériennes et d'autres secteurs. Ce plan n'a pas suscité l'enthousiasme des démocrates, qui ont bataillé pour une meilleure protection des salariés et des aides financières plus substantielles en faveur des ménages. Le plan de relance est «inadéquat» pour des millions d'Américains confrontés à de graves difficultés, a jugé leur leader au Sénat Chuck Schumer. Le secrétaire au Trésor, Steven Mnuchin, assistait vendredi aux pourparlers, mais pas les élus de la chambre basse, aux mains des démocrates, ce qui risque d'occasionner un nouveau round de discussions la semaine prochaine.

Faten D.

Au terme d'une nouvelle semaine noire

Les marchés boursiers toujours fragiles

Les marchés mondiaux sont restés hésitants vendredi au terme d'une semaine fluctuante, peinant à s'accrocher à l'espoir suscité par la mobilisation massive des banques centrales et des gouvernements pour contrer les effets du coronavirus. Les Bourses européennes ont bien poursuivi leur rebond de la veille: Paris est monté de 5,01 % et

Francofort de 3,70 %. La progression a été moins forte à Londres (+0,76 %), à Milan (+1,71 %) et à Madrid (+0,74 %). De leur côté, les taux d'emprunt des pays européens ont connu une détente généralisée. En revanche, Wall Street a de nouveau fini dans le rouge, achevant sa pire semaine depuis la crise financière de 2008. Le Dow

Jones a perdu 4,55 % vendredi, le Nasdaq 3,79 % et le S&P 500 4,34 %. Sur le marché des changes, l'euro se repartait à la hausse face au dollar (+0,26 % à 1,0694 dollar) après être tombé jeudi à son plus bas niveau en trois ans face à la monnaie américaine en perte de vitesse, après sa flambée des derniers jours. Les cours du brut, fortement fra-

gilisés par la crise, ont sombré vendredi en fin de journée. Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en mai a perdu un peu plus de 5 % à 26,98 dollars et le baril américain de WTI pour avril, dont c'était le dernier jour de cotation, a chuté d'environ 11 % à 22,53 dollars. Sur la semaine, il a abandonné près de 30 %.

R. E.

Coronavirus

Le Guatemala annonce un arrêt partiel de sa production industrielle

Le président du Guatemala, Alejandro Giammattei, a annoncé un arrêt partiel de la production industrielle du pays afin de contenir la pandémie de coronavirus dans ce pays d'Amérique centrale. «Avec la Chambre d'industrie, nous sommes convenus d'une fermeture volontaire des

industries non essentielles du pays pour une période de huit jours», a déclaré M. Giammattei dans un message à la nation. La mesure entre en vigueur aujourd'hui mais n'affectera pas les secteurs alimentaire, pharmaceutique ainsi que «tout ce qui concerne la production de produits

d'hygiène et de santé». Le président a précisé que les supermarchés, les stations-service, les banques et autres commerces resteraient ouverts. Le Guatemala a fermé ses frontières aux étrangers depuis lundi, a interdit les rassemblements, fermé les établissements scolaires

et restreint la circulation des transports publics. Les autorités n'ont pas ordonné le confinement de la population, comme le réclame l'opposition. Le Guatemala compte 13 cas de contamination au Covid-19, dont un mort, un homme âgé de 85 ans rentré d'Espagne.

M. L.

M'sila

Approvisionnement du marché local en 200 tonnes de semoule

■ Deux cent tonnes de semoule renforcent depuis vendredi les différents points de distribution de semoule et de farine dans la wilaya de M'sila, a indiqué le directeur local du Commerce.

Par Nassima A.

« Cette quantité de semoule sera produite par deux minoteries mobilisées pour approvisionner le marché en cette matière de grande nécessité », a indiqué le responsable, précisant que cette mesure a été prise afin d'éviter une rupture de stock d'autant que la demande sur ce produit s'est accrue du fait que beaucoup de citoyens ont limité leurs déplacements et sorties pour contrer la propagation du Coronavirus (Covid-19).

M. Mesitfa a relevé qu'en deux jours, un rush a été enregistré sur la semoule et la farine à M'sila avec l'écoulement de 198 618 quintaux de farine et 51 432 quintaux de semoule, ce qui représente « plus de 10 fois la quantité écoulée en deux jours en temps normal ».

Assurant de la disponibilité de ces deux produits, le direc-

teur local du commerce a précisé que les 30 minoteries que compte la wilaya de M'sila sont mobilisées pour répondre à la demande de la wilaya en matière de semoule et de farine.

La Direction du commerce a enregistré, au cours des deux derniers jours, 48 opérations de contrôle à travers les espaces du commerce au niveau de la wilaya. N. A./APS



Oran

563 passagers en provenance d'Istanbul et Alicante placés en confinement

Quelque 563 passagers de deux vols en provenance d'Istanbul et Alicante, arrivés vendredi après-midi à l'aéroport international « Ahmed-Ben-Bella » d'Oran, ont été placés en confinement au niveau de plusieurs hôtels de la wilaya, a-t-on appris du chargé de communication de

la wilaya d'Oran.

Le premier vol, en provenance d'Istanbul, avait quelque 294 passagers à bord, a indiqué le responsable, précisant que ces derniers seront maintenus en confinement durant 14 jours au niveau des hôtels « El Maghreb El Arabi », « Le Président » et « Le

Zénith ».

Les passagers du vol en provenance d'Alicante, au nombre de 269, ont été, eux aussi, placés en confinement dans les hôtels « Liberté », « L'Express » et « Les Jasmins » pour la même durée.

L'accueil, le transport et le placement de ces passagers se

sont déroulés dans de bonnes conditions, a ajouté le responsable, rappelant que des hôtels ont été réquisitionnés par l'Etat dans le cadre des mesures de confinement préventif contre la propagation du Covid-19.

Mahi Y.

Mostaganem

278 passagers algériens venus de France mis en quarantaine

Deux cent soixante-dix-huit citoyens algériens venus de France ont été mis en quarantaine dans la wilaya de Mostaganem, a-t-on appris de la Direction de la santé et de la population de la wilaya.

« Arrivés à l'aéroport international d'Oran dans la matinée du vendredi à bord de deux avions

en provenance de Lyon et de Marseille, les 278 passagers ont été mis en quarantaine au niveau de deux établissements hôteliers privés dans la zone d'expansion touristique (ZET) « Les Sablettes » à la commune de Mazagran (Mostaganem Ouest) ». « Dans ce cadre, une quarantaine de personnes ont été mobilisées parmi

le personnel médical et paramédical et les agents administratifs pour assurer la surveillance et les soins médicaux des citoyens mis en quarantaine pendant 14 jours », a ajouté la même source.

Trois ambulances et une clinique mobile avec des médecins spécialistes en médecine interne, réanimation et maladies

infectieuses ont été également mobilisées pour suivre l'état des voyageurs mis en quarantaine dont des personnes âgées et des enfants issus de plusieurs wilayas, selon la même direction. A leur arrivée à l'aéroport international d'Oran, les Algériens venus de France ont été directement transférés vers les deux

structures hôtelières pour leur isolement, à bord de 20 bus assurés à cet effet par les services de la wilaya, a affirmé la direction locale des Transports. A rappeler que le groupe hôtelier AZ, Al-Mountazah et Al-Mansour Palace et Zohor (Mostaganem), avaient mis leurs établissements à la disposition des autorités locales pour le placement en quarantaine des citoyens, en cas de besoin, a-t-on appris de la Direction locale du tourisme.

Selon les mêmes sources, une troisième vague de passagers algériens qui arriveront du Royaume-Uni sur le prochain vol Londres-Oran seront placés en quarantaine au niveau de l'un des hôtels situés aux Sablettes.

F. K./APS

El Tarf

Confinement sanitaire pour 438 voyageurs en provenance de Tunisie

Une nouvelle vague de 438 voyageurs algériens ayant transité jeudi par les deux postes frontaliers d'Oum T'boul et El Ayoune (wilaya d'El Tarf) a été placée en confinement sanitaire pour une durée de 15 jours dans le cadre des mesures de prévention contre la propagation du Covid 19, a-t-on appris du chargé de la communication à la wilaya. « Les voyageurs ont été hébergés au niveau de structures hôtelières implantées dans la daïra d'El Kala, principalement le Moulin et El Manar. Ils ont été soumis aux examens médicaux d'usage pour détecter une éventuelle contamination par le nouveau coronavirus par une équipe des services de la Protection civile et de la santé », a précisé Amar Djaber. La restauration et la prise en charge des personnes confinées, notamment en matière d'approvisionnement en couches pour bébé et adultes, sont assurées par la wilaya et la direction locale de l'Action sociale (DAS), a-t-on noté, relevant

que les sites abritant ces voyageurs font l'objet d'opération de désinfection « régulières ». Le responsable a rappelé qu'une première vague composée de 149 voyageurs transitant par les postes frontaliers d'El Tarf a été

acheminée vers la wilaya d'Annaba pour le confinement sanitaire après avoir préalablement été soumises aux examens d'usage. De son côté, la directrice locale de la Santé, Nehla Zouzi, a affirmé qu'« aucun cas

d'infection par le coronavirus n'a été enregistré à ce jour dans la wilaya d'El Tarf », où un dispositif de lutte et de prévention a été mis en place pour éviter la propagation de cette pandémie. L. K.

Pomme de terre

Dix-neuf mandataires au marché de gros d'El Kerma verbalisés

Quelque 19 mandataires exerçant au marché de gros de fruits et légumes d'El Kerma (Es-Sénia) ont été verbalisés pour défaut d'affichage des prix de la pomme de terre, a-t-on appris du directeur du commerce de la wilaya d'Oran. « Ces 19 mandataires, activant au marché de gros de fruits et légumes d'El Kerma, ont été verbalisés par les brigades de contrôle de la direction du commerce de la wilaya. Ils doivent s'acquitter d'une amende de 100 000 DA chacun », a indiqué à l'APS Belarbi Ahmed, précisant que cette infraction est liée au défaut d'affichage des prix de la pomme de terre. Par ailleurs, deux procès-verbaux de défaut de facturation ont été dressés à l'encontre de deux autres mandataires contrevenants pour un

montant de 400.000 DA, a ajouté de la même responsable. Cette opération « coup-de-poing », menée au niveau du marché de gros des fruits et légumes d'El Kerma, considéré comme le « ventre » d'Oran, a été effectuée, jeudi, à cinq heures du matin par cinq brigades de contrôle de cette direction, selon la même source. Le même responsable a assuré, avec fermeté, que l'opération se poursuivra jusqu'à ce que les prix de ce tubercule reviennent à la normale, suite aux mesures prises par les pouvoirs publics, pour la stabilisation du marché, dans ce contexte de lutte contre le Coronavirus. La pomme de terre a été cédée au niveau du marché de gros des fruits et légumes d'El Kerma, ce jeudi, à un prix oscillant entre 30 et 50 DA le kilogram-

me, selon la qualité, a-t-on affirmé de même source. Par ailleurs, aucune infraction n'a été enregistrée à l'endroit des grossistes, au niveau d'autres marchés d'alimentation générale, notamment ceux haï El Othmania et Sidi El Hasni, a souligné le même interlocuteur, en faisant observer que « les prix des produits alimentaires sensibles sont stables ». « La semoule et la farine, elles, connaissent une légère pénurie », a fait savoir le même responsable indiquant à l'APS que « pour faire face à ce problème de pénurie, les minoteries de la wilaya d'Oran seront autorisées à vendre directement aux consommateurs ». Selon la même source, 52 minoteries viennent d'être appelées « à la rescousse pour combler ce déficit ».

R. R.

Tunisie

Confinement général jusqu'au 4 avril

■ Le confinement général sera appliqué, en Tunisie, à partir d'aujourd'hui (06h00 du matin) jusqu'au 4 avril prochain, a annoncé le gouvernement tunisien.

Par Kamel L.

Un Conseil ministériel restreint, présidé par le Chef du gouvernement, Elyes Fakhfakh, s'est tenu à l'issue de la réunion du Conseil de sécurité nationale afin d'examiner les dispositions opérationnelles et administratives pour exécuter les décisions annoncées par le chef de l'Etat, selon l'agence de presse TAP. Le gouvernement a fait savoir qu'une série de mesures économiques et sociales exceptionnelles, ainsi que des éclaircissements seront annoncés, samedi (hier), et ce, pour protéger notamment les catégories vulnérables et les entreprises contre les répercussions de la crise du Covid-19.

Le confinement sanitaire signifie que tous les citoyens et les résidents en Tunisie doivent obligatoirement rester à domicile et ne se déplacer qu'en cas de force majeure ou pour des services vitaux tels que l'approvisionnement ou l'obtention de soins, a précisé le gouvernement. La même source a indiqué que les employés des secteurs vitaux à savoir l'agroalimentaire, la santé, l'administration, la justice, l'énergie, la sécurité, l'eau, le transport, les télécommunications, les médias et les activités industrielles vitales dans le secteur public sont exemptés du confinement total.

Idem pour l'activité professionnelle nécessaire dans le secteur privé dans les domaines

précités. «Le gouvernement prendra également des mesures de sanctions contre ceux qui pratiquent le monopole, les spéculateurs et ceux qui menacent la santé et la sécurité des citoyens».

L'Etat assurera toute la logistique humaine et matérielle pour garantir l'approvisionnement et autres nécessités de base, vu l'exigence et l'urgence d'un confinement total pour éviter la propagation du Covid-19, ajoute la même source. S'exprimant à l'issue des travaux du Conseil de sécurité nationale tenu vendredi, au Palais de Carthage, le président Kaïs Saïed a annoncé un confinement total en Tunisie. «L'Etat assurera la continuité des services de sécurité, de santé et d'approvisionnement en produits de base». Parmi les décisions du Conseil de sécurité nationale, M. Saïed a fait part également de l'interdiction de se déplacer d'une ville à l'autre, sauf en cas d'extrême nécessité. Le Conseil de sécurité nationale a décidé, en outre, de fermer les grandes zones industrielles et de réserver des espaces de mise en quarantaine.

Le gouvernement appelle les partis politiques à faire prévaloir l'intérêt du pays

Le Chef du gouvernement tunisien, Elyes Fakhfakh, a appelé les présidents et les représentants de partis politiques à la nécessité de faire prévaloir l'inté-



rêt suprême du pays dans la perspective de prendre les bonnes décisions pour relever le défi de la lutte contre le coronavirus (Covid-19). L'appel de M. Fakhfakh a été lancé lors d'une réunion avec les représentants de partis politiques, lors de laquelle il a insisté sur l'impératif de focaliser les efforts sur les objectifs communs, a précisé la présidence du gouvernement

dans un communiqué. Précisant que la conjoncture actuelle est «exceptionnelle», le chef de l'exécutif a exhorté les différents partis à resserrer les rangs et unifier les positions en faisant preuve, plus que jamais, de «la plus haute responsabilité», a-t-on ajouté. «Cela est nécessaire pour éradiquer cette pandémie», a-t-il souligné. Des partis politiques ont demandé récemment l'appli-

cation des mesures sanitaires et administratives prises pour lutter contre la prolifération du nouveau coronavirus et d'œuvrer à les durcir comme dans la majorité des pays touchés par cette pandémie. Le ministère tunisien de la Santé a annoncé, ce vendredi, que le nombre des cas de contamination par le Covid-19 est passé à 54 en Tunisie.

K. L./APS

Produits par Sanofi dans une usine de Casablanca Le Maroc achète les stocks de Nivaquine

Le gouvernement marocain décide de traiter les malades avec de la chloroquine produite dans une usine du groupe Sanofi basé à Casablanca. Le Maroc reste encore relativement épargné par le virus, mais le nombre de cas déclarés est passé de 8 à 61 en une semaine, avec deux décès. Avant que les choses ne s'aggravent, les autorités ont préféré anticiper les recommandations scientifiques. Le gouvernement marocain a décidé de traiter les patients positifs au Covid-19 avec de la chloroquine, médicament actuellement produit dans le pays. Il vient pour cela d'acheter tous les stocks de l'usine Sanofi de Casablanca. La nivaquine ou chloroquine, vieux anti-paludéen connu depuis des décennies, est-elle la nouvelle arme décisive contre le Covid-19 ? A ce jour, l'OMS émet pourtant des réserves et les scientifiques restent prudents.

Les scientifiques appellent à la prudence

A Marseille, l'infectiologue Didier Raoult affirme depuis plusieurs jours que l'effet du Plaquenil (à base de chloroquine) est efficace auprès des trois

quarts des patients infectés. Mais l'essai ne portait que sur 24 malades qui n'avaient pas de complications sévères. Il faut donc, selon les scientifiques, pousser plus loin les essais cliniques et sur un effectif plus important. Le gouvernement marocain n'a donc pas attendu le feu vert de l'OMS et des scientifiques pour agir, alors que les essais cliniques sont toujours en phase de test dans plusieurs pays. D'après le site en ligne

Yabiladi, les Marocains se sont déjà rués sur les stocks de Plaquenil (à base de chloroquine) en pharmacie. Les autorités ont commencé à prendre des décisions draconiennes comme la suspension des vols internationaux – quelques milliers de touristes étrangers, dont beaucoup de Français, sont toujours bloqués en attente d'un vol –, mais aussi la fermeture des écoles, des universités, des lieux culturels et sportifs, des cafés,

des restaurants, des commerces «non essentiels» et enfin des mosquées.

Le Maroc se met en ordre de bataille

Les Marocains sont donc instamment invités à rester chez eux, un couvre-feu a été instauré chaque soir à partir de 18h. «La place Jamaa el-Fna est aujourd'hui totalement vide, quasiment aucune voiture dans les rues de

Marrakech, une image surréaliste», témoigne Catherine D., une Française installée au Maroc depuis 15 ans. Autre mesure : la désinfection systématique des lieux publics, des caisses de supermarché, des rampes d'escalators. Mais déjà, «les prix de la viande et des légumes ont doublé» et «les maisons d'hôtes ont renvoyé leurs salariés». A la crise sanitaire, les Marocains redoutent que s'ajoute une crise sociale. **Francetvinfo Afrique**

Sahara occidental Aucun cas de coronavirus dans les camps de réfugiés

Le Comité national sahraoui pour la prévention a assuré que «jusqu'à présent, aucun cas de contamination au Coronavirus (COVID-19) n'a été enregistré dans les camps de réfugiés ou dans les territoires libérés du Sahara occidental», a rapporté vendredi l'Agence sahraouie (SPS). L'information a été rendue publique par le Comité après avoir reçu les résultats de recherches médicales sur le coronavirus d'un Sahraoui qui a été mis en quarantaine au Complexe médical national de Bashir Saleh (polyclinique). Le ministère de la Santé de la République arabe sahraouie démocratique (RASD) a confirmé que les résultats des études médicales sur les coronavirus étaient négatifs. Le Comité national sahraoui de prévention a également

confirmé qu'il «sera en contact quotidien avec les citoyens via les médias nationaux, ainsi que via le site Web du ministère et ses comptes sur les réseaux sociaux». Face à l'évolution rapide de la pandémie de coronavirus (COVID-19) et à la crise sanitaire sans précédent dans le monde, le gouvernement sahraoui avait annoncé une série de mesures afin de faire face à cette situation préoccupante pour tous les pays du monde. Concernant les territoires sahraouis libérés, le gouvernement a souligné que «le Comité national, en coordination avec les différentes régions militaires, appelle toutes les populations résidant dans les zones libérées à respecter les mesures et à rester dans leur lieu de résidence. L'entrée ou la sortie des diffé-

rentes communes est annulée jusqu'à nouvel ordre». Les mesures annoncées par le gouvernement sahraoui indiquent également «l'annulation de tous les événements prévus et la fermeture des lieux publics pour éviter le surpeuplement des citoyens. Le transit entre les différentes wilayas est restreint». «Toute la population est invitée à se conformer aux recommandations émises par le ministère de la Santé publique pour éviter les infections. Prendre soin de l'hygiène personnelle, éviter les contacts physiques, garder la distance recommandée et éviter les réunions sont des mesures fondamentales», a indiqué le gouvernement sahraoui dans un communiqué.

Sabiha O./R. M.



Corée du Nord

Tir de deux missiles de courte portée

■ La Corée du Nord a tiré, hier, deux projectiles vers la mer du Japon, vraisemblablement des missiles balistiques de courte portée, en pleine crise sanitaire mondiale liée à la pandémie de coronavirus.

Par Rosa C.

Ces missiles ont été lancés depuis la province du Pyongan du Nord (ouest), a indiqué l'armée sud-coréenne. Elle a jugé les tirs «extrêmement malvenus compte tenu de la situation difficile que le monde connaît en raison du Covid-19», la maladie causée par le nouveau coronavirus. La Corée du Nord n'a rapporté aucun cas de contamination sur son sol, même si en Corée du Sud, beaucoup imaginent qu'il y a pu en avoir. «L'armée surveille d'éventuels autres tirs et se maintient en état d'alerte», a ajouté l'état-major interarmées dans un communiqué, en appelant à leur arrêt. Le ministère de la Défense japonais a affirmé de son côté qu'il avait détecté ce qui semblait être «un ou des projectiles de type missiles balistiques». La Corée du Nord a multiplié depuis novembre les essais d'armement en l'absence de progrès dans les négociations par lesquelles les

États-Unis espèrent lui faire abandonner son programme nucléaire. Selon les analystes, Pyongyang affine peu à peu ses capacités, malgré les sanctions et les condamnations. Avec ces tirs, Pyongyang «poursuit une stratégie internationale consistant à tenter de normaliser ses essais de missiles», a expliqué à l'AFP Leif-Eric Easley, professeur à l'université Ewha de Séoul. Début mars, en pleine impasse sur les négociations entre Washington et Pyongyang sur les programmes nucléaire et balistique nord-coréens, le pays avait fait des tirs similaires à deux reprises. Cette fois, les projectiles ayant traversé tout le pays d'ouest en est, il s'agit d'un «exercice d'une côte à l'autre», a souligné sur Twitter Ankit Panda, de la Federation of American Scientists, une ONG scrutant les risques liés au nucléaire. Cet analyste a cependant dit attendre plus de détails de la part de l'agence de presse nord-coréenne KCNA sur le type d'arme testé. Lors des derniers tests

en date, l'agence officielle avait communiqué à ce sujet le lendemain des tirs. La péninsule coréenne avait connu en 2018 une remarquable détente, illustrée par des rencontres historiques entre le leader nord-coréen Kim Jong Un et le président américain Donald Trump. Mais les négociations sur la dénucléarisation sont au point mort depuis le deuxième sommet entre les deux dirigeants, en février 2019 à Hanoi. Peu avant que Yonhap n'évoque les tirs, KCNA avait annoncé une convocation le 10 avril de son Assemblée populaire suprême, son Parlement. Pour les analystes, cela supposerait de rassembler quelque 700 personnes, alors que de tels regroupements ont été interdits dans de nombreux pays pour tenter de ralentir la pandémie de coronavirus. «La Corée du Nord ne prendrait pas le risque d'organiser un événement politique national d'une telle ampleur si le régime n'était pas sûr d'empêcher ou de contenir la propagation du virus», a déclaré à l'AFP Rachel Minyoung Lee, analyste du site spécialisé NK News. En revanche pour Leif-Eric Easley, les «restrictions draconiennes» de Pyongyang sur



les déplacements, «la campagne pour le port de masques, la punition publique des élites "corrompues" enfreignant la quarantaine et la hâte mise à construire des installations médicales laissent penser que le Covid-19 a pénétré dans le pays». La Corée du Nord, qui a fermé ses frontières et adopté des mesures de confinement drastiques contre l'épidémie, clame régulièrement sa détermination contre un virus qui a infecté plus de 250 000 personnes dans le monde et fait plus de 11 000 morts. Visé par

des sanctions internationales en raison de ses programmes nucléaire et balistique interdits, le pays a un système de santé notoirement défaillant, et la prévention semble pour Pyongyang le seul moyen d'éviter une hécatombe. Début mars, la présidence de la Corée du Sud, pays alors aux prises avec le coronavirus, avait annoncé avoir reçu de Kim Jong Un un message personnel de «réconfort» adressé aux Sud-Coréens. Depuis, l'épidémie a été largement maîtrisée dans ce pays. R. C.



Commentaire

Mascarade

Par Fouzia Mahmoudi

Alors que le coronavirus était uniquement confiné en Asie, la ministre de la Santé française, Agnès Buzyn, avait été contrainte de quitter son poste pour remplacer au pied levé début février le candidat à la municipale de Paris, Benjamin Griveaux. Le départ de son ministère avait alors été accompagné de beaucoup de larmes, et semblait être un déchirement pour cette parisienne de 57 ans. À la suite de son arrivée en troisième place, bien derrière ses adversaires, Anne Hidalgo et Rachida Dati, au premier tour des élections municipales, l'ex-ministre de la Santé a laissé son amertume prendre le dessus et s'est déchaînée dans un interview publié dans «Le Monde» contre le président Emmanuel Macron et le gouvernement. La candidate LREM à la mairie de Paris revient sur les conditions dans lesquelles elle est partie du ministère de la Santé. «Quand j'ai quitté le ministère, assure-t-elle, je pleurais parce que je savais que la vague du tsunami était devant nous. Je suis partie en sachant que les élections n'auraient pas lieu». Durant la campagne du premier tour des municipales, Agnès Buzyn a été très critiquée pour avoir quitté le ministère en pleine crise du coronavirus. Mais à chaque fois, elle répondait qu'elle voulait être maire de Paris. Lundi, Agnès Buzyn, arrivée troisième du premier tour, a annoncé qu'elle arrêterait sa campagne. Son équipe a d'abord tenté de temporiser en disant qu'elle ne faisait que la suspendre mais qu'elle ne se retirait pas. Mais la candidate a précisé peu après que «dans les semaines qui viennent, je ne peux être que médecin», balayant la suite de la campagne alors que le second tour n'est pas annulé mais simplement reporté. Dans «Le Monde», elle insiste encore : «Depuis le début je ne pensais qu'à une seule chose : au coronavirus. On aurait dû tout arrêter, c'était une mascarade. La dernière semaine a été un cauchemar. J'avais peur à chaque meeting». Pire, l'ancienne ministre assure avoir été une des premières à comprendre ce qui allait se passer. Elle raconte avoir ouvert le Premier ministre dès «le 30 janvier que les élections ne pourraient sans doute pas se tenir». Ses confidences risquent de jeter encore plus le trouble chez LREM et au gouvernement. Devant le tollé, Agnès Buzyn a réagi dans un communiqué, mais sans renier ses propos. «Agnès Buzyn regrette la tonalité de cet article et l'utilisation qui en est faite en cette actualité où tout le pays doit être tourné vers la gestion de crise. Elle considère que le gouvernement a été pleinement à la hauteur des défis pour affronter ce virus», est-il écrit dans ce message. Reste que le mal a été fait, et que les premières déclarations, certainement provoquées par l'amertume d'une défaite au premier tour des municipales, ont lourdement impacté la crédibilité d'un gouvernement qui patine déjà face à cette crise inédite et qui devra, une fois la pandémie surmontée, répondre de ses (trop ?) nombreux manquements et faux pas, même si la France, et loin s'en faut, n'est pas le seul pays à avoir mal géré la propagation du Covid-19. F. M.

Iran

Libération du chercheur français Roland Marchal

Après 9 mois et demi de détention, l'Iran a libéré le chercheur français Roland Marchal, en échange, selon Téhéran, de la libération par la France d'un ingénieur iranien menacé d'extradition aux États-Unis. Paris a annoncé hier matin dans un bref communiqué la libération de Roland Marchal, attendu en France en milieu de journée. En revanche, le président français Emmanuel Macron a de nouveau «exhorté les autorités iraniennes à libérer immédiatement notre compatriote Fariba Adelkhah», chercheuse franco-iranienne toujours emprisonnée en Iran. Roland Marchal avait été arrêté en juin 2019, en même temps que sa compagne, Fariba Adelkhah, chercheuse comme lui au Centre de recherches internationales (CERI) de Sciences Po Paris. La France n'a cessé de réclamer leur libération depuis. Vendredi, jour du Nouvel An persan, l'Iran a annoncé un échange de détenus entre Paris et Téhéran. La République islamique a indiqué que la France avait libéré l'ingénieur iranien Jalal Rohollahnejad, dont la justice française vient d'accepter l'extradition vers les États-Unis, sans préciser le nom du Français libéré dans l'échange. La présidence française ne mentionne pas pour sa part d'échange de prisonniers. L'anthropologue franco-iranienne Fariba Adelkhah, spécialiste du chiisme, 60 ans, et son compagnon, l'africaniste Roland Marchal, 64 ans, venu la rejoindre pour une visite privée, avaient été arrêtés par les Gardiens de la

Révolution, l'armée idéologique du régime, le 5 juin 2019 à l'aéroport de Téhéran. Tous deux étaient accusés de «collusion en vue d'attenter à la sûreté nationale», un crime passible de deux à cinq ans de prison. La chercheuse est aussi poursuivie pour «propagande contre le système». L'accusation d'espionnage la visant, passible de la peine de mort, a en revanche été levée en janvier. Seule M^{me} Adelkhah est apparue le 3 mars à l'ouverture de leur procès, aussitôt reporté à une date non précisée. A Paris, leur comité de soutien a toujours clamé leur innocence et réclamé leur libération immédiate, disant craindre pour leur vie en raison de leur état de santé. Des inquiétudes qui se sont renforcées avec la propagation accélérée du Covid-19 en Iran, un des pays les plus touchés au monde avec un bilan de 1 433 morts vendredi. L'épidémie est particulièrement redoutée en milieu carcéral. Fariba Adelkhah a en outre été très affaiblie par une grève de la faim de 49 jours. Roland Marchal, en isolement quasi complet, était pour sa part très affecté «mentalement et physiquement», selon son avocat. Aucune information n'a filtré sur les circonstances de sa libération. Mais les deux chercheurs étaient considérés comme une possible monnaie d'échange pour la libération de l'ingénieur iranien, détenu en France depuis février 2019 et dont les États-Unis réclament l'extradition. Jalal Rohollahnejad est accusé par Washington d'avoir tenté de faire entrer en

Iran du matériel technologique en violation des sanctions américaines contre Téhéran. Au cours des derniers mois, l'Iran a procédé à plusieurs échanges de prisonniers avec des pays détenant des ressortissants iraniens condamnés, en attente de procès, ou menacés d'extradition vers les États-Unis. Téhéran a aussi libéré plusieurs prisonniers emblématiques à l'occasion du Nouvel An persan, sur fond de coronavirus, alors que l'Iran, déjà exsangue en raison des sanctions américaines, est encore affaibli par la pandémie. Un Américain détenu depuis 2018 a ainsi été libéré jeudi, officiellement pour «raisons médicales», à condition qu'il reste dans le pays, alors que les tensions américano-iraniennes sont au plus haut. L'Irano-Britannique Nazanin Zaghari-Ratcliffe, employée de la Fondation Thomson Reuters, a aussi obtenu mardi une permission de sortie temporaire de la prison de Téhéran où elle purge une peine de cinq ans pour des appels à la sédition qu'elle nie. La France entretient des relations complexes avec l'Iran en raison de la crise du nucléaire iranien, Téhéran ayant commencé à se désengager de l'accord conclu en 2015 pour l'empêcher de se doter de la bombe atomique, après le retrait des États-Unis et la réintroduction de lourdes sanctions américaines. Emmanuel Macron a tenté en vain en 2019 d'organiser une rencontre entre ses homologues américain Donald Trump et iranien Hassan Rohani pour sauver l'accord.

Suite à la fermeture des établissements culturels

L'Internet, une solution de choix

■ Après la fermeture de tous les établissements culturels, la population trouve une solution à domicile : l'internet. Ce choix n'est pas néfaste puisque les établissements fermés et un bon nombre d'artistes algériens et étrangers passent de bons moments avec leurs fans sur les réseaux sociaux. C'est aussi une occasion pour visiter des musées, apprendre des choses et partager des idées.



Par Abia Selles

L'internet est la meilleure solution pour éviter l'ennui en pleine période de

crise internationale. Après la fermeture des théâtres, cinémas, salles de spectacles, galeries d'art et tout établissement culturel suite à l'apparition du virus Covid-19, les artistes sont allés à

la rencontre de leurs fans sur les réseaux sociaux. C'est ce moyen de communication universel qui attire depuis quelques jours toutes les tranches d'âge.

En effet, des programmes

pour enfants, jeunes et adultes sont diffusés chaque jour sur internet afin d'éviter l'ennui et oublier un peu la pandémie, la peur et la panique.

Des artistes algériens de différentes régions du pays ont animé une campagne de sensibilisation sur les réseaux sociaux. Des vidéos et des textes sont diffusés plusieurs fois par jour afin d'expliquer aux gens la gravité de ce virus, les modes de transmission, les méthodes de prévention.

Des séances de vidéos en direct et autres enregistrées sont partagées avec le public. Mais cette fois-ci, il ne s'agit pas de messages de sensibilisation. Ce sont des moments artistiques, de blagues et de joie que des artistes partagent avec leurs fans afin de leur faire oublier pour quelque temps la peur et la maladie.

Des programmes pour enfant sont aussi mis en ligne pour qu'ils puissent passer de bons

moments à domicile, loin de la panique et de la peur. Des dessins animés, des chansonnettes et même de petites histoires sont partagés par les parents et quelques sites internet. Des écrivains proposent eux aussi des livres en ligne pour les passionnés de lettres.

Les parents, eux aussi, s'échangent des propositions telles que des tableaux de coloriage pour les petits et plus grands, des exercices pour les écoliers et des méthodes d'apprentissage pour aider les enfants en difficulté scolaire.

«Le plus important est que l'internet soit mieux utilisé et que les parents restent vigilants pour que les enfants puissent apprendre des choses utiles», écrivent plusieurs internautes.

A. S.

A cause du coronavirus

«The Lovebirds» sortira directement sur Netflix

Comme les salles obscures ferment dans le monde entier pour protéger les spectateurs du coronavirus, les studios Paramount ont décidé de diffuser directement leur film «The Lovebirds» sur la plateforme Netflix, sans passer d'abord par la case cinéma.

Cette décision, des plus symboliques pour Hollywood, est révélatrice des incertitudes que la pandémie de Covid-19 fait peser sur la filière du divertissement, qui s'attend à subir des pertes colossales en raison

des recettes en chute libre dans les cinémas.

C'est la première fois qu'un grand studio hollywoodien retire un film des cinémas pour le confier à Netflix, même si aucune date de diffusion n'a encore été fixée.

Comédie romantique, «The Lovebirds» réunit Issa Rae et Kumail Nanjiani pour former un couple malencontreusement impliqué dans un meurtre mystérieux.

En raison de la pandémie, les studios Universal ont de leur côté annoncé que leur film «Les Trolls 2 - Tournée mondiale» sortirait

simultanément en salles et en vidéo à la demande.

Disney a également avancé la date de diffusion de «La Reine des Neiges 2» sur sa propre plateforme de streaming, Disney+.

Les studios ont toutefois jusqu'à présent généralement décidé de seulement repousser la date de sortie de leurs grosses productions dans les salles de cinéma, comme «Mulan», «Black Widow» ou le dernier épisode de «Fast & Furious».

R. F.

Face au coronavirus

Un mélomane par spectacle, solution d'un opéra russe

Afin d'allier confinement et spectacles, un célèbre opéra russe a annoncé vendredi qu'il allait sélectionner chaque jour un spectateur, préalablement testé au nouveau coronavirus, un heureux élu qui aura le droit d'assister seul à la représentation dans la salle.

«Le Théâtre d'opéra et de ballet de Perm lance un projet anti-quarantaine», a annoncé sur son site internet cet opéra situé dans l'Oural, plus de 1 000 kilomètres

à l'est de Moscou, qui a baptisé le projet «En tête-à-tête».

«A partir de fin mars, un spectateur pourra assister aux spectacles diffusés en ligne et c'est pour lui, et lui seul dans la salle, que tous les comédiens et musiciens vont jouer», précise le communiqué qui estime qu'«un spectacle digne de ce nom ne peut pas avoir lieu sans public».

L'heureux élu sera tiré au sort et devra passer un examen médical avant le spectacle, a

précisé le metteur en scène Marat Gatsalov, cité dans le communiqué, qui a estimé que ce projet est «sans précédent dans l'histoire du théâtre». «Nous sommes prêts à jouer des spectacles même pour une personne, parce qu'un spectateur est égal par sa valeur à une salle comble», a-t-il ajouté. L'Opéra de Perm, fondé à la fin du 19^e siècle, est un des plus renommés de Russie. Le très en vue chef d'orchestre russo-grec Teodor

Currentzisy a travaillé de 2011 à 2019. Des dizaines de théâtres et d'opéras à travers le monde, en Europe comme aux Etats-Unis, ont fermé ces derniers jours leurs portes au public, tout en continuant de présenter leurs concerts et spectacles, diffusés en ligne, devant des salles vides.

La Russie a enregistré 253 cas de coronavirus, dont trois dans la région de Perm, selon les dernières statistiques publiées vendredi.

D. R.

A cause du confinement

Le décor de «Adieu Monsieur Haffmann» n'a pas été retiré

Paris, confiné... pendant la Seconde Guerre mondiale ? Dans le XVIII^e arrondissement de la capitale, on s'y croirait presque, et pour cause : les décors du film «Adieu Monsieur Haffmann» qui se déroule à cette période n'ont pas pu être retirés à cause des mesures prises pour endiguer la pandémie de coronavirus. Les rues de Paris ont l'habitude de servir de décors aux productions cinématographiques. Le film «Adieu Monsieur Haffmann» de Fred Cavayé, avec Daniel Auteuil dans le rôle principal, a ainsi

été en partie tourné dans les alentours de Montmartre. Mais entre-temps, les autorités ont décrété l'interdiction de rassemblements puis le confinement et le tournage a été suspendu, peut-être un peu dans la précipitation. Les décors n'ont pas été enlevés, ce qui donne l'impression que «tout le quartier est figé en 1941», comme l'a remarqué sur Twitter Tim Mc Inerney, un habitant du quartier, en publiant des photos. «Comme si la quarantaine à Paris n'était pas déjà assez perturbante», s'amuse-t-il. Le film de Fred Cavayé est adap-

té de la pièce du même nom, écrite et mise en scène par Jean-Philippe Daguerrre. «Adieu Monsieur Haffmann» raconte l'histoire d'un joaillier juif, Joseph Haffman (interprété par Daniel Auteuil) qui demande à un de ses employés de reprendre la bijouterie en attendant que l'occupation allemande cesse. Une demande qui bouleversera leur vie. Au théâtre, «Adieu Monsieur Haffmann» a été nommée six fois aux Molières 2018. Elle a raflé quatre statuettes, dont celle de la révélation féminine pour Julie Cavanna.

F. H.

Décès

Mort de Kenny Rogers, grand nom de la musique country

LA STAR de la musique country Kenny Rogers, dont la carrière s'est étalée sur plus de 60 ans, s'est éteinte à l'âge de 81 ans, a annoncé sa famille dans la nuit de vendredi à samedi.

«Rogers s'en est allé paisiblement, à la maison, de mort naturelle, accompagné par des soins palliatifs et entouré de sa famille», ont déclaré ses proches dans un communiqué de presse. Le chanteur né au Texas était connu pour une série de tubes comme «The Gambler», «Lucille» et «Islands in the Stream».

La famille a indiqué organiser une cérémonie intime et en petit comité «sans lien avec l'urgence nationale liée au Covid-19». Celui qui a remporté à trois reprises un Grammy avait annulé pour des raisons de santé les dernières dates de sa tournée d'adieu en 2018. Sa carrière avait commencé à la fin des années 1950, et il était rapidement devenu une référence dans le rockabilly, jazz et d'autres genres qu'il réinterprétait dans son style country. Ses tubes ont occupé 24 fois la tête du hit-parade, et ce membre du «Country Music Hall of Fame» avait remporté six «Country Music Awards». Ses douces ballades et ses incessantes tournées lui avaient valu une réputation d'artiste pop grand public, notamment au travers de ses réinterprétations de chansons de Noël. Kenny Rogers avait accédé à la célébrité grâce à ses duos avec la chanteuse country Dolly Parton, et ses apparitions dans des films au cinéma et à la télévision comme dans l'émission «The Muppet Show».

R. I.



MC Saïda

Footballeurs et handballeurs souffrent

LE MC SAÏDA, aussi bien en football qu'en handball, va de mal en pis. Ce club avait pourtant honoré de belle manière le sport dans la région de l'Ouest, parvenant à s'adjuger le statut de vice-champion d'Afrique dans le jeu à sept. Autres temps, autres mœurs, car cette formation continue, depuis quelques années, de manger son pain noir, s'exposant à un avenir incertain, au moment où ses dirigeants pointent du doigt les autorités locales à qui ils reprochent «le peu de moyens» qu'elles mettent à la disposition du MCS. Du coup, l'équipe de football, qui évolue en Ligue 2 professionnelle, ainsi que celle de handball, pensionnaire de l'Excellence, sont toutes les deux menacées de relégation. S'agissant des footballeurs, il semble bien qu'ils n'ont pas retenu la leçon de l'exercice passé lorsqu'ils avaient attendu les dernières journées de la compétition pour assurer leur maintien dans le deuxième palier. La nouvelle saison s'est d'ailleurs présentée sous de mauvais auspices, car le MCS était pratiquement la dernière formation de Ligue 2 à avoir démarré la préparation. «Nous faisons tout simplement les frais de la mauvaise préparation d'intersaison. Je peux même dire que nous n'avons fait aucune préparation spéciale en raison des problèmes financiers énormes dans lesquels se débat notre formation», regrette le président du club sportif amateur du MCS, Msaïd Mohamed. Et comme un malheur n'arrive jamais seul, il y avait également succession d'entraîneurs sur le banc de touche de l'équipe. Les changements fréquents au niveau de la barre technique, conjugués aux grèves à répétition des joueurs pour réclamer la régularisation de leur situation financière, ont enfoncé le club qui lutte à présent pour son maintien en Ligue

2. A sept journées de la fin de la saison, les «Vert et Rouge», neuvièmes au classement, ne sont pas à l'abri d'une mauvaise surprise. Pourtant, les Saïdis auraient pu aspirer à mieux s'ils avaient au moins bien négocié toutes leurs rencontres à domicile où ils ont obtenu 25 points de 36 possibles. Mais les turbulences vécues par le club tout au long de cet exercice ont fini par lui jouer un mauvais tour, selon sa direction qui s'était montrée incapable d'organiser un stage bloqué aux siens au cours du mercato hivernal. Pis, pendant cette période-là, l'effectif a connu le départ de deux joueurs sans pour autant qu'ils soient remplacés, vu que le club, croulant sous les dettes, a été interdit de recrutement.

La sonnette d'alarme est tirée. L'équipe de handball, jadis fierté de toute la ville, n'est pas mieux nantie, puisqu'avant une journée de la fin de la première partie du championnat, elle n'est pas assurée de se qualifier aux play-offs et risque de se contenter de jouer pour le maintien. En effet, le MCS pointe à la 5^e place de son groupe A, devancé d'une seule unité par le quatrième, la JS Saoura. Réputé aussi par son école de handball qui a formé plusieurs joueurs ayant fait les beaux jours du club et d'autres formations sur la scène nationale, le MCS fait à son tour les frais de la crise financière. Tout comme leurs homologues footballeurs, les handballeurs ont eux aussi enclenché des mouvements de grève cette saison. Cette situation s'est répercutée négativement aussi sur les catégories jeunes. Le dernier représentant du MCS en Coupe d'Algérie, à savoir l'équipe des moins de 19 ans, vient d'être éliminé en huitièmes de finale par l'ES Arzew avec un score lourd (37-15).

A cause du coronavirus L'affaire EST-WAC reportée par le TAS

LE TRIBUNAL arbitral du sport (TAS) a repoussé plusieurs audiences en raison du nouveau coronavirus, mais continue à tenir des audiences par visioconférence, a indiqué jeudi soir son secrétaire général, Matthieu Reeb. A ce jour, seules «cinq audiences ont été reportées mais les procédures se poursuivent normalement, même si les délais doivent parfois être prolongés», a déclaré Matthieu Reeb à la presse. Pour les audiences, «nous proposons des visioconférences mais ce n'est pas toujours l'idéal et il commence à y avoir des reports, comme celui concernant Musa Bility par exemple», a-t-il ajouté. L'appel de Musa Bility, ancien président de la Fédération libérienne de football suspendu dix ans par la Fifa, devait être étudié le 27 mars, sauf que l'audience a été reportée et «aucune nouvelle date n'a été fixée pour le moment», a précisé Reeb. «Nous sommes toujours ouverts mais beaucoup d'employés (40 au

total, ndr) sont en télétravail», a-t-il ajouté. Parmi les audiences reportées, figure l'affaire de la finale de la Ligue des champions d'Afrique (2018-2019) entre l'Espérance sportive de Tunis et le Wydad de Casablanca, programmée initialement vendredi.

Tennis

Ines Ibbou reprend le travail

LA TENNISWOMAN algérienne Ines Ibbou, victime d'une blessure le 12 mars courant en Tunisie, alors qu'elle disputait un tournoi dans la ville de Monastir, a repris du service en cette fin de semaine, pour préparer sa fin de saison, qui cependant risque d'être sérieusement compromise à cause de la pandémie du nouveau coronavirus. L'ancienne championne d'Afrique a posté quelques photos sur son compte twitter, sur lesquelles on la voit échanger des balles avec l'ex-championne tunisienne, Selima Star. «Heureuse d'apprendre avec les meilleures», a publié

Zetchi catégorique «Nous allons tout faire pour reprendre le championnat»

■ Le président de la Fédération algérienne de football (FAF), Kheïreddine Zetchi, ne semble pas du tout emballé par l'idée d'une saison blanche, malgré la propagation du coronavirus en Algérie qui a conduit à l'arrêt total de la compétition, tous paliers confondus.



Le patron de la FAF pense à la réputation de sa structure vis-à-vis de la FIFA

Par Mahfoud M.

«**O**n ne veut pas d'une saison blanche. Nous allons tout faire pour reprendre le championnat. Notre image serait ternie aux yeux de la Fédération internationale (Fifa) et au monde entier si nous prenons une telle décision qui voudrait dire que nous ne sommes pas capables de nous adapter à la situation actuelle engendrée par ce virus», a indiqué le premier responsable de la FAF dans une déclaration à la Radio nationale.

«Nous sommes en train de traverser une période exceptionnelle, à l'instar du monde entier. Au cours de la prochaine réunion du Bureau fédéral prévue le 31 mars, nous allons aborder ce sujet selon le développement de la situation sanitaire au pays.

Nous sommes à un stade avancé du championnat, il nous reste quelques journées à disputer, nous allons parvenir à établir un calendrier pour pouvoir terminer la saison. La santé des joueurs et des staffs techniques est le plus important pour nous, je leur demande de prendre leurs précautions», a-t-il ajouté.

«Tous nos internationaux sont en bonne santé»

Pour ce qui est des internationaux algériens émergeant en Europe et dans les pays du Golfe, Zetchi rassure : «Par le biais du sélectionneur national, Djamel Belmadi, ainsi que par des contacts directs et perma-

nents, la FAF suit de près les informations de nos joueurs. Dieu merci, tout le monde se trouve en bonne santé et applique à la lettre les consignes et mesures de précaution, tout en s'entraînant individuellement au niveau de leur domicile. Les joueurs ont fait preuve d'un grand sens de responsabilité, je leur demande de rester vigilants pour éviter toute mauvaise nouvelle».

Le patron de la FAF partage ainsi le même avis que le président de la Ligue de football professionnel (LFP), Abdelkrim Medouar, qui avait refusé aussi de décréter une saison blanche, soulignant qu'aucune hypothèse n'a été évoquée pour le moment si la suspension des compétitions serait prolongée au-delà du 5 avril.

M. M.

Milan AC

Albertini soutient Bennacer

L'ancien joueur vedette du Milan AC (Série A italienne de football), Demetrio Albertini, a pris la défense du milieu international algérien Ismaël Bennacer, estimant qu'il a «beaucoup grandi» avec l'arrivée de l'attaquant suédois Zlatan Ibrahimovic en décembre dernier. «Bennacer est un joueur que j'aime et que je veux défendre. A ceux qui le critiquent, je pose la question : C'est lui qui n'offre pas des balles de but ou ce sont ses coéquipiers qui ne font pas le bon choix ? Depuis qu'Ibrahimovic est arrivé, il a beaucoup grandi», a affirmé Albertini (48 ans) sur les colonnes du quotidien sportif «Tuttosport», basé à Turin. Albertini avait fait l'essentiel de sa carrière au sein du club lom-

bard (1988-2002), avant de rejoindre la Lazio Rome (2003-2004) et le FC Barcelone (2005), avec lequel il avait mis fin à sa carrière de joueur. Bennacer (22 ans), devenu une pièce maîtresse dans le dispositif de l'entraîneur Stefano Pioli, s'est engagé avec l'AC Milan en août 2019 pour un contrat de cinq saisons, soit jusqu'en 2024, en provenance d'Empoli, relégué en Série B. A l'instar des autres clubs italiens, l'AC Milan a cessé toutes ses activités en raison de la pandémie du nouveau coronavirus. L'Italie a dépassé jeudi la Chine, d'où est partie la pandémie, en nombre de morts du coronavirus, avec 427 décès en 24 heures pour atteindre un total de 3 405 (contre 3 245 en Chine).

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Blida et Bouarfa

Reprise de l'alimentation en eau potable depuis hier

L'ALIMENTATION en eau potable a été rétablie, hier, au niveau des quartiers de la zone ouest de la commune de Blida, au même titre qu'à Bouarfa, après trois jours de perturbations dues à une grosse panne au niveau de la conduite principale de Maramane, a indiqué un communiqué de l'unité de l'Algériens des eaux de Blida. Suite à la réparation de cette panne, l'ADE a mis en place un programme de distribution exceptionnelle pour atténuer la crise d'eau ayant touché les quartiers de la zone-ouest de la commune de Blida, et la commune de Bouarfa, eu égard à la conjoncture sanitaire difficile traversée par le pays, suite à la propagation du coronavirus, est-il ajouté dans le même communiqué.

L'entreprise qui a, en outre, assuré aux citoyens des quartiers touchés par cette perturbation que l'«AEP sera stabilisée dès aujourd'hui (hier)», a présenté ses «excuses aux abonnés pour les désagréments causés».

A noter que cette perturbation dans la distribution de l'eau potable a été très mal accueillie par les citoyens, qui se sont montrés forts mécontents de cette situation, eu égard à la crise épidémique dans la wilaya notamment. Lors d'une sortie sur le terrain, le wali de Blida avait personnellement instruit les responsables de l'entreprise de l'impérative accélération des travaux de réparation de cette panne. Pour rappel, l'ADE de Blida a particulièrement veillé, tout au long des trois jours de cette panne, à assurer le service minimum aux citoyens, à travers la distribution de citernes d'eau, selon les priorités exprimées, parallèlement à la mobilisation de tous les moyens humains et matériels pour renforcer la communication avec ses abonnés, tant au niveau du centre d'appel téléphonique opérationnel que de sa page Facebook.

Ali T.

Médéa

Déstockage de plus de 2 200 tonnes de pomme de terre

UNE QUANTITÉ estimée à 2 200 tonnes de pomme de terre sera déstockée, dans les tout prochains jours à Médéa et vendue directement aux citoyens, dans le but de réduire toute pratique spéculative sur ce produit et garantir l'approvisionnement régulier du consommateur, a-t-on appris hier auprès de la direction locale du commerce. Une première quantité de 180 quintaux de pomme de terre devait être mise à la disposition des consommateurs, dès hier, au niveau de trois points de vente réglementés, aménagés spécialement pour la circonstance, a-t-on indiqué. Les points de vente en question sont implantés dans les quartiers de «Ain-Dheb», «Tniet-el-Hdjar» et «Tahtouh», principaux carrefours commerciaux du chef-lieu de wilaya, où la vente se fera, selon la même source, directement par les producteurs locaux de pomme de terre. Afin de lutter contre les pratiques spéculatives qui ont tendance à apparaître dans cette conjoncture de pandémie du coronavirus (Covid-19), la pomme de terre sera cédée à un prix fixe de 35 DA le kg, a-t-on signalé, ajoutant que

des agents de contrôle vont veiller au respect de ce prix et à l'approvisionnement régulier de ces points de vente. Cette vente directe, mise sur pied avec le concours de la direction locale des services agricoles, sera généralisée prochainement à d'autres grandes agglomérations urbaines de la wilaya pour garantir aux citoyens ce produit de base et à un prix accessible, a-t-on conclu.

Hani Y.

Le coronavirus se propage à une vitesse Vertigineuse



Wajis

Djalou@hotmail.com

Sûreté d'Alger

Arrestation des cambrioleurs de magasins de volaille à Dely Brahim

■ Les services de la wilaya d'Alger ont arrêté 5 individus impliqués dans une affaire de vol par effraction dans des magasins de vente de volaille et de viande dans la commune de Dely Brahim (ouest d'Alger), ainsi qu'à la saisie de quantités de comprimés psychotropes et une montant de 100 millions de centimes et 400 dollars canadiens, a indiqué, hier, un communiqué des mêmes services.

Par Slim O.

Les services de la 6^e sûreté urbaine de Dely Brahim, relevant de la circonscription administrative de Chéraga, ont arrêté 5 individus impliqués dans une affaire de vol par effraction dans des magasins de vente de volaille et de viande

et saisi, lors de cette opération, 530 comprimés psychotropes, 100 millions de centimes en monnaie nationale, 400 dollars canadiens, un fusil-harpon, une scie à métaux, un arrache-clous, deux masques et deux gants, précise la même source. Agissant sur plaintes pour des vols ciblant de maga-

sins de vente de volaille et de viande, les éléments de la police ont entamé une enquête d'envergure ayant abouti à l'identification du véhicule utilisé dans les opérations de vol et dont le propriétaire a été pris en filature en compagnie d'un autre individu, indique le communiqué. Un arrache-clous, deux gants, un masque en plastique ainsi que 13 comprimés ont été saisis à l'intérieur du véhicule, précise la même source, faisant état de la saisie, suite à l'exécution d'un mandat de perquisition du domicile d'un suspect, de 471 comprimés psychotropes et d'un montant de 90 millions de centimes. La poursuite de l'enquête a permis d'arrêter les trois mis en cause, de récupérer des machines coupe-viande et de saisir quatre véhicules. Après parachèvement des formalités légales en vigueur, les mis en cause ont été déferés devant les juridictions territorialement compétentes, conclut le communiqué.

S. O./APS

Accidents de la circulation

12 personnes décédées en 48h

DOUZE personnes sont mortes et seize autres ont été blessées durant les dernières 48 heures dans sept accidents de la circulation survenus dans plusieurs régions du pays, selon un bilan établi samedi par la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré au niveau de la wilaya d'El Oued, avec quatre personnes décédées et une autre blessée suite à une collision entre un camion et un véhicule léger sur la RN N° 03, commune d'Oum El-Toyore et daïra d'El Meghaïr, ajoute la même source. Par ailleurs, les éléments de la Protection civile sont intervenus pour prodiguer des soins de première urgence à huit personnes incommodes par le monoxyde de carbone (Co) émanant des chauffe-eau à travers les wilayas de Saïda et de Naâma. Les éléments de la wilaya de Béjaïa sont également intervenus pour l'extinction de sept incendies urbains, industriels et divers à

travers les wilayas d'Alger, Médéa, El Oued, Tébessa et M'Sila, conclut la même source.

Trois morts dans un accident de circulation près de Hassi-Messaoud Trois personnes ont trouvé la mort dans un accident de circulation survenu vendredi soir sur la RN-3, à une quinzaine de km de Hassi-Messaoud (Ouargla), a-t-on appris hier des services de la Protection civile. L'accident s'est produit suite à une violente collision entre un camion semi-remorque et un véhicule touristique roulant dans le sens opposé, entraînant la mort, sur le coup, de trois passagers (30 à 40 ans) du véhicule léger, a-t-on précisé. Les dépouilles des victimes ont été déposées à la morgue de l'Établissement public hospitalier de Hassi-Messaoud, et une enquête a été ouverte par les services de la Gendarmerie nationale pour déterminer les circonstances de cet accident. Maya G.